

M.J.C. LYON DUCHERE

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Exercice clos le 31 décembre 2021



M.J.C. LYON DUCHERE

Association régie par la loi du 1^{er} janvier 1901
Siège social : 237 rue des Erables - 69009 LYON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **M.J.C. LYON DUCHERE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entités, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entités et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les produits constatés d'avance.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ADHÉRENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.



Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 10 juin 2022

Le Commissaire aux comptes

EKYLIS AUDIT

Anthony PETER

Lc -



M.J.C. LYON DUCHERE

Association régie par la loi du 1^{er} janvier 1901
Siège social : 237 rue des Erables - 69009 LYON

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2021

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies ans les comptes annuels ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

	Du 01/01/2021 au 31/12/2021		Au 31/12/2020	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	5 827	5 827		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	87 563	83 116	4 448	4 461
Autres immobilisations corporelles	113 648	98 938	14 710	22 032
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	2 120		2 120	2 120
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	209 158	187 881	21 277	28 613
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 491	1 467	10 024	530
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	66 452		66 452	12 453
Valeurs mobilières de placement				137
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	417 423		417 423	416 825
Charges constatées d'avance	11 566		11 566	3 785
TOTAL III	506 932	1 467	505 464	433 731
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecarts de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	716 090	189 348	526 742	462 343

Bilan Passif

	31/12/2021	31/12/2020
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	54 308	54 308
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	16 078	16 078
Autres réserves		
Report à nouveau	209 704	64 526
Excédent ou déficit de l'exercice	70 365	145 178
Situation nette	350 456	280 090
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	350 456	280 090
Comptes de liaison	II	
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		22 008
TOTAL III		22 008
PROVISIONS		
Provisions pour risques	15 000	15 000
Provisions pour charges		
TOTAL IV	15 000	15 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 008	
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 077	22 885
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	48 301	36 927
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	27 981	20 484
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	59 919	64 950
TOTAL V	161 286	145 245
Ecart de conversion passif	VI	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	526 742	462 343

Compte de résultat

	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation		
Cotisations	3 438	2 052
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	256	480
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	60 740	66 936
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	619 633	639 208
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	15 255	1 958
Utilisations des fonds dédiés	22 008	
Autres produits	11	345
TOTAL I	721 340	710 979
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	1 472	878
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	173 271	129 040
Aides financières		900
Impôts, taxes et versements assimilés	12 547	8 006
Salaires et traitements	370 637	313 505
Charges sociales	92 892	76 125
Dotations aux amortissements et dépréciations	11 242	13 650
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		22 008
Autres charges	6 748	8 282
TOTAL II	668 809	572 395
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	52 531	138 584
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	427	577
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	427	577
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		228
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		228
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	427	349
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	52 958	138 933

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	34 548	6 455
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	34 548	6 455
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	17 048	114
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI	17 048	114
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	17 500	6 341
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
	93	96
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	756 315	718 011
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	685 950	572 833
EXCEDENT OU DEFICIT	70 365	145 178
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	139 584	131 503
Bénévolat		
TOTAL	139 584	131 503
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	139 584	131 503
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	139 584	131 503

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2021 dont le total du bilan avant répartition est de 526 742 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 70 365 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

L'association a pour objet la gestion et le contrôle de la MJC de la Duchère. Elle a pour vocation de favoriser l'autonomie et l'épanouissement des personnes, de permettre à tous d'accéder à l'éducation et à la culture, afin que chacun participe à la construction d'une société plus solidaire et plus juste. Elle contribue au développement des liens sociaux et offre à la population, aux jeunes comme aux adultes, la possibilité de prendre conscience de leurs aptitudes de développer leur personnalité et de se préparer à devenir des citoyens actifs et responsables d'une communauté vivante.

Son siège social est situé au 237, rue des Erable dans le neuvième arrondissement de Lyon.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations au titre des événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021. A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences.

L'association constate que ces événements ont eu un impact sur son activité, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation à la date d'arrêt des comptes.

Au regard de la situation, l'association n'a pas bénéficié des mesures de soutien proposées par le Gouvernement.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire.

- Concessions, brevets, licences : 1 à 3 ans,
- Matériel d'activité : 2 à 10 ans,
- Installations générales : 4 à 12 ans,
- Matériel de transport : 5 ans,
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans,
- Mobilier : 3 à 10 ans.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Une provision a été constatée au 31 décembre 2020 à hauteur de 1 467.30 euros. Elle correspond aux créances non apurées de la saison 2019-2020. Cette provision est maintenue dans les comptes 2021.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Provision pour litige

Au 31 décembre 2019, une provision a été constituée à hauteur de 15.000 euros. Elle correspond à un litige prud'homal notifié en fin d'année 2019. Elle est maintenue pour l'exercice 2021.

Produits constatés d'avance

L'activité réelle de l'association correspond à l'année scolaire puisque les inscriptions aux activités proposées recouvrent la période de début septembre à fin août. Ainsi des produits constatés d'avance sont constitués en fin d'exercice à hauteur de 8/12ème des inscriptions enregistrées soit un montant de 31.120,64 euros.

Un produit constaté d'avance de 28.798,80 euros a été constaté au titre de la subvention D.G.F. de 143.994 euros, octroyée par la Ville de Lyon. La subvention 2021 intègre 2/10ème du périscolaire correspondant à l'année 2022. Ces 2/10ème ont donc été retranchés afin que le montant de la subvention coïncide avec l'année d'activité.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans et tenant compte des éléments suivants :

- Paramètres propres à chacun des salariés de l'association (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- Données spécifiques à l'association (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- Taux d'actualisation retenu de 1 %.

La somme ainsi obtenue, majorée des charges patronales, est estimée au 31/12/2021 à 41.164 euros. Ces engagements ne sont pas couverts par une assurance spécifique.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés ont été complètement repris au cours de l'exercice.

Contributions volontaires en nature

L'association, dans le cadre de la convention de partenariat avec la Ville de Lyon, bénéficie d'une mise à disposition de locaux, ainsi que de la prise en compte des charges afférentes.

Celles-ci sont évaluées de manière suivante :

- mise à disposition des locaux (Ville de Lyon) : 91.666 euros.
- évaluation des charges afférentes aux locaux (Ville de Lyon) : 47.918,04 euros.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations, pour l'exercice clos le 31 décembre, versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 euro.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 827		
TOTAL	5 827		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	85 284		2 279
- Générales, agencements et aménagements divers	24 892		
Matériel :			
- De transport	14 400		
- De bureau et informatique, mobilier	72 728		1 627
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	197 305		3 906
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés	2 120		
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	2 120		
TOTAL GENERAL	205 252		3 906
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			5 827
TOTAL			5 827
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencts et aménagt. const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			87 563
- Gales, agencts et aménagt. divers			24 892
Matériel :			
- De transport			14 400
- De bureau et informatique, mobilier			74 356
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			201 211
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés			2 120
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			2 120
TOTAL GENERAL			209 158

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				5 827			5 827
TOTAL				5 827			5 827
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel				80 824	2 292		83 116
Installations générales, agencements et aménagements divers				19 647	1 537		21 184
Matériel de transport				13 208	1 192		14 400
Matériel de bureau et informatique, mobilier				57 134	6 221		63 354
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				170 812	11 242		182 054
TOTAL GENERAL				176 639	11 242		187 881
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances et dettes

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	1 467	1 467	
Clients, usagers et comptes rattachés	10 024	10 024	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	867	867	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-811	-811	
Impôts sur les bénéfices	10 718	10 718	
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	55 376	55 376	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	302	302	
Charges constatées d'avance	11 566	11 566	
TOTAL	89 508	89 508	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	1 008	1 008		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	24 077	24 077		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	15 793	15 793		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	21 301	21 301		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	11 207	11 207		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	27 981	27 981		
Produits constatés d'avance	59 919	59 919		
TOTAL	161 286	161 286		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	54 308				54 308
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	16 078				16 078
Report à nouveau	64 526	145 178			209 704
Excédent ou déficit de l'exercice	145 178	-145 178	70 365		70 365
Situation nette	280 090		70 365		350 456
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	280 090		70 365		350 456

Commentaire

Variations des fonds dédiés

	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont amort.		Montant global	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Ville de Lyon - FESTIVAL	19 593		19 593				
Ville de Lyon - INTERCULTUI	2 415		2 415				
TOTAL	22 008		22 008				
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GENERAL	22 008		22 008				

Variations des fonds reportés

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GENERAL				

Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentatio Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges	15 000				15 000
- amendes et pénalités					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II	15 000				15 000
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients	1 467				1 467
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III	1 467				1 467
TOTAL GENERAL (I+II+III)	16 467				16 467
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Contributions volontaires en nature

	31/12/2021	31/12/2020
Répartition par nature de charge	Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)		
TOTAL		
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)		
VILLE DE LYON - Mise a disposition locaux	91 666	91 666
VILLE DE LYON - Charges locatives	47 918	39 837
TOTAL	139 584	131 503
862 - Prestation		
TOTAL		
864 - Personnel bénévole		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	139 584	131 503
	31/12/2021	31/12/2020
Répartition par nature de ressources	Crédit	Crédit
870 - Dons en nature		
TOTAL		
871 - Prestation en nature		
VILLE DE LYON - Mise a disposition locaux	91 666	91 666
VILLE DE LYON - Charges locatives	47 918	39 837
TOTAL	139 584	131 503
875 - Bénévolat		
TOTAL		
TOTAL GENERAL	139 584	131 503

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 149	12 804
Dettes fiscales et sociales	25 106	19 298
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	20 730	6 139
TOTAL	54 984	38 242

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	-811	-56
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	-811	-56

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Produits d'exploitation	59 919	64 950
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL	59 919	64 950

Charges constatées d'avance	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2021	31/12/2020
Charges d'exploitation	11 566	3 785
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	11 566	3 785



M.J.C. LYON DUCHERE

Association régie par la loi du 1^{er} janvier 1901
Siège social : 237 rue des Erables - 69009 LYON

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Lyon, le 10 juin 2022

Le Commissaire aux comptes

EKYLIS AUDIT

Anthony PETER